

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 101 (1956)
Heft: 9

Artikel: Suisse et guerre "pourrie"
Autor: Borel, Denis
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-342763>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Suisse et guerre « pourrie »

Depuis plusieurs années, nous voisinons avec les forces de l'OTAN destinées à livrer la bataille d'Europe. Nous suivons avec intérêt, et souvent inquiétude, l'évolution des conceptions stratégiques et tactiques résultant de l'apparition des armes atomiques tactiques. Il nous est difficile de savoir dans quelle mesure nous devons tenir compte, dans la planification de notre armée future, des exposés et articles prônant la défense sur de larges fronts avec des formations mécanisées, vantant les mérites des petites armées d'élite et amplifiant, ou amenuisant au contraire, les conséquences de la maîtrise de l'air sur les opérations terrestres.

Nous ne nous intéressons toutefois pas seulement à la guerre atomique, car nos journaux nous renseignent régulièrement sur les drames de la guerre dite « pourrie » ravageant la Malaisie, l'Afrique du Nord et d'autres régions encore.

On nous explique qu'il s'agit là de « maintien de l'ordre », activité exigeant la présence de gros effectifs, d'infanterie légère, d'avions légers et lents, voire d'escadrons à cheval, bref d'une armée tout à fait différente de celle que réclame le théâtre d'opérations européen.

En tant qu'hommes blancs, les Suisses ne restent certes pas indifférents aux efforts déployés par des Européens pour maintenir l'ordre parmi des populations d'autres races gagnées par un vent de révolte. Ils ont toutefois tendance à penser qu'il s'agit là de soucis réservés aux seules puissances dites coloniales et s'imaginent rarement que la guerre « pourrie » pourrait devenir un problème suisse.

Pourtant, la subversion a déjà gagné l'île de Chypre peuplée en majorité de chrétiens, de civilisation européenne et les remous provoqués naguère par la « Résistance » en France et en Italie devraient être restés dans la mémoire de chacun.

En outre, certains écrivains militaires prestigieux commencent à penser que la crainte des représailles et de la réprobation pourrait bien empêcher les puissances détentrices de l'énergie nucléaire d'utiliser les armes atomiques. Le conflit Est-Ouest, lequel ne peut cesser qu'avec l'adhésion du monde entier à l'idéologie communiste, pourrait alors se manifester sous la forme de guerres limitées quant à l'ampleur du champ de bataille et à la richesse des moyens utilisés et, principalement, sous la forme de guerre « pourrie ». Cependant que les corps de bataille ne livreraient que des escarmouches, leurs arrières seraient contaminés et paralysés peu à peu par les menées subversives, le défaitisme, le brigandage. De la sorte pourrait se répandre en Europe une atmosphère de nouveau moyen-âge que les armes et les armées les plus modernes ne parviendraient pas à assainir.

On peut donc prévoir que les états européens devront disposer, pour les opérations éventuelles sur le continent, de moyens militaires aptes à la guerre atomique et à la guerre subversive tout à la fois.

Notre pays en particulier pourrait être gagné par la guerre pourrie si, en France ou en Italie par exemple, les partis d'opposition déclenchaient des menées subversives ou même prenaient le pouvoir. L'étranger pourrait leur venir en aide en parachutant des armes et des renforts en meneurs, propagandistes ou saboteurs. Le long de nos frontières se créeraient alors des zones d'insécurité dans lesquelles les forces gouvernementales mèneraient des opérations de maintien de l'ordre plus ou moins importantes.

En raison du manque d'obstacles naturels à notre frontière du Jura, du canton de Genève et du Tessin, on verrait probablement les « hors la loi » chercher momentanément refuge sur notre territoire où les troupes étrangères seraient tentées de les poursuivre. Cette extension, peut-être non-délibérée, de combats entre étrangers sur notre sol exposerait nos populations frontalières au brigandage, au pillage, aux enlèvements, au chantage aussi bien de la part des « forces de l'ordre »

que des « bandes armées ». Notre gouvernement, lui, pourrait être accusé d'aider les insoumis, comme on reproche maintenant aux voisins de l'Algérie de soutenir les fellaghas.

Dans une telle atmosphère, nos autorités et notre général auraient une tâche très difficile. En effet, il faudrait que le gros de notre armée restât disponible pour s'opposer à une attaque toujours possible de corps de bataille étrangers, dont l'action serait combinée avec celle des révolutionnaires. Toutefois, pour affirmer sa souveraineté et répondre aux démarches inévitables des cantons demandant que les populations frontalières soient protégées, le gouvernement fédéral ne pourra éviter que d'importantes fractions de l'armée soient aspirées vers la frontière. D'incident en incident, sans que jamais l'état de guerre soit proclamé, les nombreuses troupes chargées de la police frontière auront peut-être à livrer de vraies batailles auxquelles succéderont des périodes d'accalmie relative. Cette situation pourra durer des semaines... des mois et devenir un « cas normal » d'intervention de notre armée au même titre que celui d'une attaque étrangère caractérisée.

Pour faire face au cas normal de la protection des frontières, laquelle exige la présence de gros effectifs qu'il faut pouvoir relever périodiquement, il paraît nécessaire que notre armée reste une armée nombreuse, englobant tous les hommes valides. Il est vrai que, faute d'argent, certaines formations devraient alors se contenter d'un armement désuet.

Major DENIS BOREL
